

Nationalisation d'ArcelorMittal

ArcelorMittal ne se comporte pas comme un groupe opérant une industrie lourde, mais plus comme un groupe financier possédant des usines !



Depuis le rachat d'Arcelor par Mittal en 2006 :

- ▶ L'outil de production en France se dégrade lentement mais sûrement et parfois de manière spectaculaire avec :
 - Un manque chronique de moyens en termes de maintenance, tant humains (supervision, surveillance, compétences) que matériels,
 - Les équipements vieillissent, la fiabilité s'effrite et les incidents de production se multiplient et se propagent à travers le pays et en Europe,
 - Des arrêts d'installation sur plusieurs mois (Dunkerque en 2023 ; Fos-sur-Mer en 2025).
- ▶ L'optimisation à outrance des charges selon les usines et la gestion permanente des € par tonne et des coûts, va jusqu'à justifier de l'arrêt, puis du redémarrage de hauts-fourneaux comme s'il s'agissait de simples interrupteurs ;
- ▶ Ce fonctionnement en « stop & go » accélère l'usure d'outils déjà fragilisés et affecte l'ensemble de l'appareil productif ;

- ▶ Les projets structurants sont régulièrement repoussés, réduits voire annulés, y compris aujourd'hui en ce qui concerne l'enjeu hautement stratégique de la décarbonation avec des engagements de « peut-être faire ! ».

Depuis l'arrêt définitif de 2 unités à Florange en 2011, la France ne compte plus que 5 hauts-fourneaux, dont seuls 3 restent encore en fonctionnement : 2 sur le site de Dunkerque et un à Fos-sur-Mer.

Au vu de toutes ces « pseudo-optimisations », on pourrait raisonnablement croire que le groupe serait en grande difficulté financière, voire au bord de la faillite comme en 2008/2009.

- ▶ **NON**, ses comptes globaux font ressortir une toute autre réalité : résultats solides, endettement maîtrisé et, surtout ;
- ▶ **Plus de 12 milliards d'euros reversés aux actionnaires depuis 2020**, principalement sous forme de rachat d'actions. Tel qu'enseigné en finance, ce type d'opération est réalisé lorsqu'une société estime ne pas avoir de meilleur usage à faire de cette trésorerie : même pas décarboner ?

ArcelorMittal se désengage de la France et de l'Europe de manière générale !

Afin de décarboner ses activités en Europe, condition indispensable à leur pérennité, ArcelorMittal avait annoncé un plan de 10 milliards d'euros en 2022.

- ▶ Après avoir sollicité les Etats de l'UE pour cofinancer cet effort, et alors que beaucoup ont répondu présent, dont la France, le groupe s'est progressivement dégonflé ;
- ▶ Il a justifié ce revirement par une dégradation des perspectives, jugées insuffisantes, pour rentabiliser de tels investissements sur l'horizon court-termisme, même s'ils sont largement subventionnés.

L'exemple le plus flagrant est la décarbonation initialement prévue à Dunkerque (1 unité de réduction directe, 2 fours électriques, 2 fours poches).

- ▶ Malgré une promesse de subvention de 850 M€, le projet a été suspendu, puis relancé (1 four électrique) et le design final reste flou ;
- ▶ Dans un contexte où les quotas gratuits de CO₂ diminueront jusqu'à disparaître en 2034 et où la construction de telles installations se mesure en années, les perspectives d'ArcelorMittal France sont très inquiétantes.

Pire encore, ArcelorMittal France et plusieurs de ses filiales ont récemment traversé un plan de sauvegarde de l'emploi actant :

- ▶ La suppression de postes en production et ses services support ;
- ▶ Les licenciements de centaines de salariés relevant des fonctions supports administratives, informatiques, finances, supply chain ;
- ▶ Ces dernières sont massivement supprimées dans les pays européens pour être transférées vers de vastes hubs localisés en Inde, illustrant non seulement la volonté répétée et systématique du groupe de réduire ses coûts, mais aussi, de façon plus politique, sa prise de distance vis-à-vis du vieux continent.

ArcelorMittal se concentre dorénavant sur l'Inde et le Brésil

Aujourd'hui, l'écrasante majorité des projets de développement capacitaire d'ArcelorMittal est située en Inde et au Brésil, voire au Liberia en ce qui concerne les mines.

Bénéficiant à la fois de cadres sociaux et environnementaux bien moins contraignants et de taux de croissance largement supérieurs à ceux de l'Europe, le groupe privilégie ces pays dans l'optique d'améliorer ses marges. C'est d'ailleurs ce qu'il met régulièrement en avant dans ses publications financières trimestrielles.

En plus de la centralisation des fonctions supports mentionnée précédemment, le groupe vise à faire de l'Inde son premier contributeur mondial en termes de volumes :

- ▶ En partant d'une capacité de production annuelle d'acier de 9 millions de tonnes en 2024, et en passant par 15 et 24 millions de tonnes attendues respectivement en 2026 et en 2030 ;
- ▶ L'ambition à terme est d'y produire 40 millions de tonnes d'acier par an.
- ▶ A titre de comparaison, l'**ensemble des sites européens a produit 32 millions de tonnes en 2024**.

Alors que la production en Inde pourrait être absorbée à court terme par un marché local en forte croissance, le cas du Brésil est plus inquiétant.



Très orienté vers l'export, plus d'un tiers des ventes sont composées des brames à bas coûts, notamment grâce à l'abondance locale de matières premières et d'énergies.

Si le groupe décidait de diriger ces tonnes vers l'Europe pour contourner les contraintes de taxes aux USA, un site en difficulté comme Fos-sur-Mer pourrait totalement se passer de sa phase amont, ce qui occupe actuellement des centaines d'emplois directs et indirects (sous-traitants).

Pourtant l'Europe, dont la France, a toujours soutenu ArcelorMittal

Même en admettant l'idée que les sites français ne sont pas assez rentables, car encore faudrait-il en détailler les calculs (sur quel horizon ? à quel périmètre ? toutes les synergies ont-elles bien été identifiées et valorisées ?), les actifs européens historiques et, en particulier la base ex-Arcelor, ont très largement contribué à financer les nouvelles capacités dont le groupe se targue aujourd'hui.

Plus important encore :

- ▶ L'essentiel des brevets et des nouveaux produits ont été développés en Europe, et plus particulièrement, crédit impôt recherche oblige..., en France à partir des compétences du site de Maizières-lès-Metz ;
- ▶ Irriguant ainsi toutes les filiales à travers le monde.

Toujours en raisonnant par l'absurde, cette soi-disante sous rentabilité n'aurait-elle pas été largement compensée par la multitude de soutiens reçus par les pays européens ?

- ▶ À commencer par la validation du rachat d'Arcelor par Mittal en 2006 ;
- ▶ Et grâce aux subventions d'investissements qui se mesurent en centaines de millions d'euros ;
- ▶ Aux systèmes de chômage partiel en période de crise ;
- ▶ Et aux évolutions particulièrement avantageuses des réglementations européennes qui visent à davantage protéger le marché intérieur, via la réduction massive des importations et la mise en place de taxes aux frontières.

Si l'on prend l'unique cas de la France, la direction du groupe ArcelorMittal a elle-même reconnu à la fois :

- ▶ Le rôle moteur du pays dans la mise en place du plan de sauvetage de l'acier à l'échelle de l'Europe ;
- ▶ L'ampleur des soutiens reçus ;
- ▶ En plus de la promesse de 850 M€ au titre du projet de décarbonation sur le site de Dunkerque, le groupe a aussi reçu 298 millions d'euros sur la seule année 2023, dont 195 millions concernent l'énergie, 60 M€ les aides au chômage partiel (APLD) et 40 millions le crédit impôt recherche ;
- ▶ Plus récemment, le groupe a même signé un contrat avantageux avec EDF afin de bénéficier des capacités de production d'électricité décarbonée nucléaire.

Pour toutes ces raisons, la nationalisation d'ArcelorMittal France est vitale car, du point de vue de la CGT, et de sa Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, il devient clair qu'ArcelorMittal :

- ▶ N'a ni la vision ni l'appétence pour gérer ses actifs avec une vision industrielle de long terme ;
- ▶ A d'ores et déjà entamé son désengagement de la France et de l'Europe, visible à travers le peu de volonté dont il fait preuve en ce qui concerne la décarbonation ;
- ▶ Est davantage attiré par des « nouveaux marchés » tels que l'Inde ou le Brésil, plus rentables car moins-démissants sur les plans sociaux et environnementaux ;
- ▶ Ne se sent redevable, ni à l'égard des actifs historiques qui lui ont permis de devenir ce qu'il est aujourd'hui à l'échelle mondiale, ni à l'égard de l'UE et de ses membres qui le soutiennent massivement depuis de nombreuses années ;

- ▶ Tout en oubliant le soutien qu'il a reçu pendant la crise de 2008/2009 pour ne pas sombrer dans la tourmente financière.

Pour toutes ces raisons, nous ne souhaitons rester spectateurs :

- ▶ De la persistance d'une logique, plus financière qu'industrielle, au profit de la famille Mittal, avec des investissements en Inde et au Brésil, alors que l'outil industriel en France et en Europe continuera de s'éroder ;
- ▶ De la dégradation de la fiabilité de nos outils et de nos conditions de travail ;
- ▶ Du prolongement des tendances, avec la dégradation des actifs d'un côté, et la montée en puissance du Brésil de l'autre, jusqu'à atteindre le point de non-retour ;
- ▶ De la fermeture de capacités en amont, en invoquant le prétexte que celles-ci ne sont plus viables économiquement, avec la suppression de milliers d'emplois à la clé ;
- ▶ D'un groupe qui en demande toujours plus, qui considère que les États n'en font jamais assez, que les salariés ne sont que des coûts, aboutissant à la baisse de la qualité et la paupérisation des métiers ;
- ▶ D'un groupe qui a l'indécence de réclamer des subventions de toute nature sans engagements en contrepartie ;
- ▶ D'un groupe qui nous apparaît plus suiveur que leader quand il s'agit de passer aux actes (par exemple en investissant avec retard dans les aciers électriques à Mardyck, NB : le groupe Marcegaglia nous montre par ailleurs à Fos-sur-mer qu'il croit en l'avenir d'une production européenne d'acier décarboné !).



Pour toutes ces raisons, nous appelons l'Etat à reprendre la main de sorte à :

- **Soutenir et développer le tissu industriel de notre pays** et ne pas risquer d'être le premier Etat membre du G7 à ne plus avoir de haut-fourneau, sans avoir développé de filière alternative. Ni l'Italie ni la Grande-Bretagne n'ont accepté ce triste titre...
- Mais, plus sérieusement, et pour rapidement remettre la gravité de la situation à son juste niveau, il s'agira, avant toute chose, de **préserver des milliers d'emplois** et éviter à autant de familles de sombrer dans la précarité ;
- **Sauvegarder des savoir-faire uniques**, ainsi que des actifs historiques qui, pour bon nombre d'entre eux, représentent fièrement le patrimoine industriel français ;
- **Pérenniser tout l'écosystème de sous-traitants, de fournisseurs, de clients** qui dépendent directement ou indirectement des chaînes de valeur sidérurgiques ;
- **Anticiper le pire**, car cela coûtera toujours moins cher à l'Etat d'intervenir tout de suite que d'attendre une issue tragique qui, selon nous, sera inéluctable ;
- **Concrétiser enfin l'autonomie stratégique de l'Etat**, car dans un monde en proie aux turbulences, et pour ne prendre que cet exemple malheureux, le chaînon manquant entre l'énergie d'un côté et l'armement de l'autre est bien la sidérurgie.

Pour toutes ces raisons, nous croyons en ce projet que nous jugeons vital car :

- Il **encouragera d'autres initiatives à l'échelle européenne**. Si l'Italie, à travers ILVA, et la Grande-Bretagne, à travers British Steel, l'ont vécu avant nous, d'autres le vivront après et, nous en sommes certains, suivront la même voie ;
- Il **ouvrira la perspective d'allier et de réunir toutes les bonnes volontés en Europe**, en créant, par exemple, un consortium d'entreprises sidérurgiques nationalisées. Cela permettra un pas de plus vers une souveraineté plus largement européenne ;
- Il **assurera une réponse aux besoins de la population** en matière de logements, d'infrastructures, de mobilité et d'affirmation de souveraineté, sans que ce mot ne soit galvaudé.

**Pour toutes ces raisons,
nous voulons
la nationalisation
d'ArcelorMittal France !**